

« Pas de démocratie sans désobéissance aux traités » (adage grec)

« *Nous serons originaux, en respectant après les élections ce que nous disions avant* »¹, avait annoncé Alexis Tsípras. Quelques mois plus tard, force est de constater que l'originalité se situe ailleurs : un nouveau paquet d'austérité est endossé par la « gauche radicale » élue pour y mettre fin. Pour justifier cette mutation, toute critique est renvoyée à cette question : « Qu'auriez-vous fait à sa place ? » Ce à quoi on peut répondre, sans hésitation : autre chose, autrement.

« *Sous les grands espoirs couvent les profondes déceptions* »² : c'est ce que la débâcle du « gouvernement anti-austérité » vient rappeler. Certes, la lutte du peuple grec a ceci de positif qu'elle nous oblige à repenser nos mobilisations, à considérer l'importance de se réapproprier la question de la monnaie dans une Europe verrouillée par les traités néolibéraux et dans une eurozone dominée par les intérêts de

l'Allemagne. Mais la traumatisante « *pirouette mémorandaire* »³ de Syriza entraîne son lot d'impuissance, de pessimisme et de paralysie. Il est donc utile d'en tirer les enseignements, sans tabous ni fétiches, pour ne pas succomber au fameux dogme thatchérien selon lequel « *il n'y a pas d'alternative* ». Une série de témoignages nous permettent de reconstituer les négociations menées pendant cinq mois par Syriza et de comprendre que sa défaite, certes spectaculaire, s'explique davantage par les illusions de « radicalité mouvementiste » entretenues envers ce parti (pourtant largement converti à la *realpolitik* et, désormais, au culte du chef), que par l'absence d'alternatives – lesquelles sont trop souvent présentées comme un choix caricatural entre monnaie commune ou nationale, entre « stabilité » et « chaos »...

Pas de choix démocratique contre les traités ?

Syriza est arrivé au pouvoir le 25 janvier, sur une planche savonnée par le gouvernement sortant : l'accord de financement avec l'UE se clôturait juste après les élections. Tsípras et son ministre des Finances pensaient que l'échec patent des *memoranda* suffirait à « convaincre » les créanciers (conscients que la dette ne leur serait pas restituée de cette manière) de laisser « la vraie gauche » mener d'autres politiques. Cet espoir fut vite douché. Le 28 janvier, le patron de la Commission européenne [Jean-Claude Juncker](#) déclarait : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* »⁴. Deux jours plus tard, le président de l'Eurogroupe, [Jeroen Dijsselbloem](#), confirmait : « *Soit vous signez le mémorandum, soit votre économie va s'effondrer. Comment ? Nous allons faire tomber vos banques.* »⁵ Face à l'alliance des partis conservateurs et sociaux-démocrates européens voulant briser Syriza, « [Varoufákis](#) seul, avec ses arguments, a entrepris de renverser l'opinion publique en Europe et même en Allemagne »⁶, espérant que tôt ou tard « *la raison prévaudrait dans les négociations* »⁷.

« Le cabinet Tsípras n'était pas déterminé à nouer des alliances fortes qui auraient déplu aux États-Unis et aux Européens. »

Au plan international, la stratégie grecque misait sur « *les divergences entre les institutions et les États : le FMI contre la Commission européenne, les États-Unis contre l'Allemagne, etc.* »⁸ Mais si, au final, le FMI revendique bien un « allègement » de la dette grecque, c'est en se contentant d'une baisse des taux d'intérêts et d'un

allongement des maturités, sans diminution du principal de la dette. Quant à l'activisme diplomatique états-unien, on sait qu'il a été motivé par la volonté d'éviter une crise de l'euro, par des raisons géopolitiques liées à l'influence russe, à la crise

ukrainienne⁹ et à l'appartenance de la Grèce à l'OTAN, son objectif étant donc d'empêcher tout changement de cap. Restait aux diplomates grecs la possibilité de trouver de nouveaux bailleurs de fonds. Or, selon le vice-Premier ministre **Ioánnis Dragasákis**, les approches faites vers des pays tiers (Chine, Russie, Inde et Venezuela)

furent infructueuses¹⁰. Si ces tentatives ont bien permis de conclure des accords, notamment au niveau énergétique, certains membres de Syriza jugent que le cabinet Tsípras n'était pas pour autant déterminé à nouer des alliances fortes qui auraient déplu aux États-Unis et aux Européens. *« Vis-à-vis de la Russie, en particulier, l'attitude a été hésitante : des démarches ont été entreprises, mais au moment crucial, le gouvernement Syriza n'a pas donné suite. [...] Les Russes ne savaient pas, au fond, ce que les Grecs voulaient. Ils étaient extrêmement méfiants car ils avaient l'impression que ces gestes d'ouverture de la Grèce étaient utilisés comme une carte dans la*

*négociation avec les institutions européennes, comme un outil de com'. »*¹¹

En Grèce, hormis quelques mesures redonnant un peu de caractère social à l'État, le peuple ne vit s'accomplir aucun des engagements économiques de Syriza. Et pour cause : le gouvernement s'était privé lui-même de toute marge de manœuvre. Au lieu de rompre avec la logique des *memoranda* et de la Troïka, comme il l'avait promis, il demanda aux « institutions » de négocier un « plan de sauvetage » – ce qui, excepté la nuance sémantique, revient au même. Le 20 février, il obtint la prolongation de l'accord-relais jusqu'au 30 juin. Il justifia cette reculade comme une façon de gagner du temps pour négocier. Mais en échange, il s'était engagé à maintenir l'application du second mémorandum et à ne prendre aucune décision sans l'approbation des créanciers.

Pas de rapport de force sans plans B !

Pendant que les « négociations » s'éternisaient et que les concessions grecques s'accumulaient, l'économie plongeait... Un membre de la délégation grecque reconnaît : *« Ce n'est qu'au cours de la dernière semaine [avant l'échéance du 30 juin] que les responsables grecs ont pris la mesure de ce qui se passait »*¹², laissant advenir *« une situation qui, d'escalade en escalade, se transforme en réaction en chaîne, une sorte de lente panique bancaire et d'effondrement [...], d'infarctus »* qui va virer à la *« crise cardiaque »* lorsque la Banque centrale européenne coupera les liquidités au système bancaire grec, au lendemain de l'annonce du référendum. *« Notre principale erreur ?*

*Avoir mal mesuré leur volonté de nous détruire »*¹³, admet un ministre. *« M. Tsípras et son entourage (principalement MM. Pappas, Dragasákis et M. Alekos Flambouraris, ministre d'État pour la coordination gouvernementale) étaient en effet convaincus qu'ils pourraient parvenir à un meilleur compromis avec les institutions européennes en créant*

*un rapport de confiance avec elles »*¹⁴, résume un observateur. Un proche de Syriza, plus sévère, estime que Tsípras *« a ignoré le sens commun, les avertissements de nous tous, même les avertissements de Lafontaine et des dirigeants de Die Linke qui étaient mieux placés que quiconque pour prévoir exactement ce que feraient Merkel et Schäuble. »*¹⁵

« Tsípras disposait d'un éventail de possibilités permettant de renforcer son pouvoir de négociation et de desserrer le « nœud coulant » des créanciers. Ne recourir à

aucune d'elles relève du choix ou de l'inconséquence, et mériterait d'ailleurs des explications. »

Le plus inexplicable, c'est que l'état-major grec se laissa acculer, « *un revolver sur la tempe* », à signer l'accord ravageur qu'on connaît, sans avoir cherché à renverser le rapport de force, ni mis à profit les cinq mois de négociations pour élaborer des plans B, C ou D. La réponse de Tsípras est déconcertante : « *D'après ce que je sais, [...] des alternatives que nous aurions prétendument ignorées, n'existent pas !* »¹⁶ Pourtant, la situation imposait d'être préparé à différentes options, et des réponses existaient noir sur blanc dans le programme de Syriza. Le cabinet Tsípras disposait d'un éventail de possibilités permettant de renforcer son pouvoir de négociation et de desserrer le « nœud coulant » des créanciers. Ne recourir à aucune d'elles relève du choix ou de l'inconséquence, et mériterait d'ailleurs des explications. Prétendre qu'elles n'existent pas est un mensonge. La combinaison de telles mesures aurait bel et bien pu aboutir à une relance de l'économie et à des concessions des institutions.

Entre janvier et juin, « l'autre gauche » a remboursé fidèlement près de 8 milliards d'euros à ses créanciers. Ne pouvant emprunter aux banques, elle vida les caisses d'un État au bord de la faillite, empêchant les finances publiques de jouer leur rôle, notamment contre la crise humanitaire. L'alternative consistait à faire défaut ou appliquer un moratoire sur la dette, afin de sortir de la spirale infernale des emprunts destinés à rembourser les emprunts antérieurs et leurs intérêts. Les travaux de la Commission de vérité sur la dette publique, salués par les organes compétents de l'ONU, ont d'ailleurs conclu que cette dette est « *illégal, odieuse, et insoutenable* ». Mais « *le gouvernement fait comme si tout cela n'existait pas* »¹⁷, préférant tenter de rallier ses « partenaires » à l'idée d'une conférence européenne sur la dette – en vain.

□ La menace d'asphyxie financière, patente fin janvier, s'est concrétisée en février par une réduction des possibilités de financement des banques grecques et par le doute instillé chez les épargnants et les investisseurs quant au maintien de la Grèce dans l'euro. Le gouvernement grec n'y a opposé nulle auto-défense : honorant son engagement de ne prendre aucune décision unilatérale, il s'est empêché de tenir la promesse faite aux Grecs de redonner du souffle à l'économie (contrôle des capitaux, augmentation du salaire minimum, fin des privatisations, re-nationalisation des infrastructures essentielles pour le pays, etc.). La réquisition de la Banque centrale grecque et la socialisation des banques systémiques (où l'État est majoritaire) était un point-clef de cette bataille, d'ailleurs inscrit dans le programme de Syriza et élaboré en interne par des spécialistes du secteur bancaire. Cela aurait notamment permis d'éditer des « euros grecs » – ni vraiment euros, ni tout à fait drachmes. Mais ç'aurait été un acte de rupture, nécessitant de désobéir à la BCE et au [mécanisme européen de stabilité monétaire](#), et de tenir tête aux banques et à leurs grands actionnaires. Difficile, selon Éric Toussaint, dès lors que les principaux conseillers de Tsípras (son bras droit [Dragasákis](#) et son ministre de l'Économie Géorgios Stathakis) « *sont fortement liés au lobby bancaire privé et ont promis aux banquiers grecs qu'on ne toucherait pas aux banques* »¹⁸.

L'Exit de gauche, ou le choix de la politique

Syriza (« Coalition de la gauche radicale ») est le rassemblement de seize différents

mouvements et courants qui, les événements nous l'ont montré, n'avaient pas de position commune sur l'euro. La discussion de son Comité central¹⁹ suivant la signature du troisième mémorandum vient le rappeler. Lorsque la Plateforme de gauche souligne qu'un slogan du parti fut « *Aucun sacrifice pour l'euro* », un membre de l'aile sociale-démocrate lui rappelle la seconde partie de la phrase : « *Aucune illusion envers la drachme* ». On retrouve une ambivalence semblable chez Varoufákis : autrefois hostile à l'entrée dans l'euro, et très critique sur son modèle, il préconise de ne pas en sortir (car il estime qu'il faudra un an pour créer logistiquement une nouvelle monnaie, mais aussi parce qu'il pense que « *l'Europe est un tout indivisible* »)... tout en soutenant la mise en place d'une monnaie parallèle. En réalité, le débat sur la monnaie n'a jamais véritablement eu lieu en Grèce. Pourtant, que n'entend-on pas répéter que « *les Grecs sont très attachés à l'appartenance de leur pays à la zone euro.* » Un attachement « prouvé » par des sondages et reposant en partie sur la période faste ayant suivi l'entrée dans l'euro, où le pays a vécu au-dessus de ses moyens... jusqu'à ce qu'éclate la crise. Pourtant, l'opinion semble moins timorée que la classe politique : 61,3 % des Grecs ont voté « non » au référendum (dont 85 % des jeunes entre 18 et 24 ans) et ce, malgré les dirigeants européens les menaçant d'un *Grexit*, le matraquage médiatique, les sondages trompeurs et la fermeture des banques. Si un référendum établissait clairement le lien entre l'euro et les politiques d'austérité, rien ne dit que les Grecs choisiraient l'euro à tout prix. Comme l'a rappelé la Plateforme de gauche, « *une option n'existe réellement que si on la présente.* »²⁰ Or, Syriza n'a jamais préparé les esprits à l'éventualité d'un *Grexit*. Le cabinet Tsípras ne l'a étudiée qu'en surface, paniqué par l'idée de créer une prophétie auto-réalisatrice. Et il s'est lui-même interdit d'en utiliser stratégiquement la menace, permettant à l'Allemagne de s'en emparer comme arme de négociation en dernière minute. Avec le résultat que l'on sait.

Les Tsipriotes²¹ n'avaient-ils vraiment « *pas d'autre choix* », face à ce qu'ils ont qualifié de « *coup d'État* » visant à « *semer la terreur parmi les peuples [...] tentés de choisir une politique économique alternative* »²² ? Ne pouvaient-ils y opposer le respect du mandat populaire, prendre l'opinion européenne à témoin, utiliser les moyens juridiques à leur disposition (Cour européenne de justice, Conseil de l'Europe, ONU), s'appuyer sur les traités européens qui ne prévoient pas l'expulsion d'un membre de l'eurozone ni de l'UE... ? Sans oublier les « *solutions d'urgence* »²³ étudiées, certes sur le tard, par Varoufákis « *pour créer de la liquidité* » : d'une part, un système de paiement parallèle (fiscal et non bancaire) permettant de « *survivre quelques semaines à l'intérieur de la zone euro malgré les banques fermées, jusqu'à ce que l'on arrive à un accord* » ; de l'autre, une monnaie électronique complémentaire pouvant coexister à plus long terme avec l'euro. « *Malheureusement, le gouvernement n'a pas voulu appliquer ce programme : on a juste attendu que le référendum ait lieu pour capituler.* »²⁴ Et, n'ayant préparé aucun scénario de *Grexit de gauche*, négocié et préparé, Tsípras a laissé s'opérer le chantage au *Grexit de droite*, imposé et précipité. L'épisode, abondamment prophétisé avant sa réalisation, devrait aujourd'hui inciter tout gouvernement qui souhaite s'affranchir de la tutelle néolibérale européenne à étudier sérieusement des modalités de sortie de l'euro... ne serait-ce que parce qu'elle peut s'imposer à ceux qui ne le veulent pas. Mais cela n'est pas encore encore suffisant pour Tsípras qui, par conviction ou par opportunisme, s'est désormais rangé à la vision selon laquelle la sortie de l'euro serait « *une catastrophe indicible* », ajoutant que « *La drachme n'est pas une option de gauche.* »²⁵

« **Reconstruire un système monétaire est une**

aventure qui permettrait de rendre aux Grecs quelque chose de précieux que les mémoranda leur ont durablement retiré : des perspectives. »

En réalité, personne ne peut prédire exactement ce que provoquerait ce scénario inédit, bien qu'on en connaisse certains risques (baisse brutale du pouvoir d'achat pour les produits importés, attaque des marchés, transfert des capitaux à l'étranger...) et avantages (dévaluation provoquant la fonte de la dette et des investissements massifs permettant de relancer l'emploi et la croissance...). *« Cette sortie diminuera le pouvoir d'achat des dépôts bancaires en ce qui concerne les produits importés, mais il diminuera aussi la valeur des emprunts auprès des banques »*²⁶, prédit [Costas Lapavitsas](#), économiste et député Syriza. Un Grexit ne peut être un objectif en soi : le choix d'une monnaie, même nationale, repose sur des rapports de domination. Mais on sait désormais que sortir de l'euro est un passage obligé pour qui veut mener des transformations sociales sans attendre une hypothétique « Europe sociale ». Voici la Grèce face à un vrai choix : une voie la maintient dans l'engrenage de la déflation, la récession, la mise sous tutelle, l'asservissement à la dette pour les quarante années à venir ; une autre la fait bifurquer dans le registre de *l'inconnu* – mais pourquoi en avoir peur, quand on voit à quoi ressemble le *connu* ? Certes, reconstruire un système monétaire en sortant d'une monnaie unique est une aventure, impliquant une transition de plusieurs mois ou années très difficiles. Faut-il pour autant ne pas en considérer les conséquences positives ? Car elle permettrait de rendre aux Grecs quelque chose de précieux que les mémoranda leur ont durablement retiré : des perspectives. Une prise en mains de leur destin. La possibilité de reconstruire sur de nouvelles bases la démocratie, l'économie, l'agriculture, de garder la maîtrise des biens communs, de retrouver la dignité, de mettre fin à l'exil des jeunes, etc. Bref, de nouveaux possibles, synonymes de libération d'énergies et de dynamiques sociales dans une population usée par cinq années de restrictions. Voilà à quoi devrait servir une monnaie aujourd'hui en Grèce. Mais le chemin tortueux qui y mène est autant politique qu'économique. Un parti vissé dans une logique institutionnelle du changement peut-il envisager une telle hypothèse ?

Parmi les mouvements sociaux, certains voient en Syriza *« le parti de la défaite du mouvement et de l'incapacité de poser en son sein des alternatives viables au cours du cycle de luttes dans la crise »*, rappelant que plus il s'est approché *« de la possibilité d'obtenir la première place de la représentation parlementaire, plus il se distançait par lui-même des pratiques de mouvement »*²⁷. Avant la victoire électorale, Syriza avait déjà amplement entamé sa « normalisation », adoucissant à plusieurs reprises sa « radicalité » programmatique, tenant un discours de plus en plus patriotique et atténuant les rapports de classes, accueillant dans ses rangs des transfuges du Mouvement socialiste panhellénique (le Pasok, honni par la « vraie gauche » et par une bonne partie des Grecs), soutenant un conservateur au poste de président de la République... En l'absence de majorité absolue et d'entente possible avec le très sectaire Parti communiste (KKE), Syriza fit alliance avec la formation nationaliste et souverainiste des Grecs indépendants (Anel). L'élargissement à droite commença *« le jour même de la formation du gouvernement avec la nomination comme ministres d'individus dépourvus de toute assise sociale [dont d'anciens de la Commission européenne – NDLR] et qui non seulement n'avaient pas le moindre rapport avec Syriza mais l'insultaient même publiquement quelques jours avant les élections ! »*²⁸ Au pouvoir, Syriza s'est heurté à sa propre impréparation de cadres administratifs opérationnels. Des cadres responsables

de la crise ont été laissés en place, dont l'exemple le plus frappant est [Yannis Stournaras](#), gouverneur de la Banque de Grèce, qui « a joué un rôle important dans le processus d'adhésion de la Grèce à l'euro, cautionnant le maquillage des chiffres qui a empêché l'Europe de prendre conscience à temps de l'état réel de son économie. »²⁹ L'équipe Tsípras s'est immédiatement autonomisée du parti et coupée de sa base sociale et militante. Pendant les négociations, pensant que leur réussite en dépendait, elle a tout fait pour « éviter une montée des tensions en Grèce et un emballement de la base du parti »³⁰, au motif d'une nécessaire paix sociale pendant ce moment de « lutte nationale » (jusqu'au 15 juillet, il n'y eut aucune grève et, au contraire, des manifestations de soutien au gouvernement). Elle a privilégié une approche uniquement institutionnelle, sans articulation avec la vague de solidarité qui émergeait spontanément à travers l'Europe et qui aurait pu compliquer la victoire des créanciers. Sans mobiliser la population grecque, laissée sans prise ni explications sur le scénario qui se jouait et ses conséquences.

Référendum et mémorandum, ça rime ?

L'annonce du référendum fut l'aveu tardif de l'impasse stratégique des Tsipriotes. Bien qu'ils aient affiché leur bonne volonté de premiers de classe, considérant de bout en bout l'Europe comme la solution et jamais comme le problème, ils n'ont pas réussi à sortir du cadre des discussions « techniques » : « Il n'y a jamais eu une négociation entre l'UE et la Grèce en tant qu'État membre. »³¹ Précipitée, la consultation interviendra une semaine après l'échéance fatidique du 30 juin, ne laissant aux Grecs que quelques jours de débat, sur fond de « chantage à la mort subite de l'économie »³² et sur une question floue : rédigée à moitié en anglais, en des termes technocratiques, elle se réfère à un texte négocié avec l'UE, qu'ils n'ont pas lu, chacun comprenant qu'il s'agit de se prononcer, au choix, pour ou contre l'austérité, la sortie de l'euro ou le gouvernement Tsípras...

Un événement parmi d'autres a semé le doute sur la conviction du gouvernement quant à l'issue du référendum : le 30 juin, alors qu'il mène campagne pour dire « non » à la poursuite de ces mémoranda », Tsípras écrit aux créanciers pour dire... « oui » au nouveau mémorandum. Dans son entourage, certains (le vice-Premier ministre Dragasákis en tête) jugent la pression insoutenable et le pari référendaire trop risqué. À Athènes, les rumeurs vont bon train : le gouvernement grec se dit prêt à annuler ou à « suspendre » le référendum, voire à appeler à voter « oui », en échange d'un accord. Jean-Claude Juncker joue les entremetteurs. Mais l'Allemagne décline toute discussion avant la consultation et Tsípras finit par la maintenir. Sur le terrain, toutes sortes de groupes et de partis sont mobilisés, tandis que le gouvernement se fait plus discret. « Au-delà des interventions télévisées d'Alexis Tsípras, nous n'avons pas fait campagne ! »³³, témoigne Varoufákis : « J'avais prévu d'intervenir dans plusieurs meetings à travers le pays en faveur du « non », ceux-ci ont tous été annulés ! » Un seul rassemblement est organisé par Syriza, le 3 juillet, à trente-six heures du vote. Le faible équipement prévu (podium, sonorisation, écrans) pour accueillir la foule qui déborde de tous les côtés de la place Syntagma, indique que les organisateurs n'ont pas prévu l'ampleur de la mobilisation. Des proches de Tsípras racontent que celui-ci, pris au dépourvu par ce succès, préfère écourter son discours et quitter aussitôt le meeting. Curieuse attitude pour un dirigeant vivant un tel moment de communion avec son peuple...

« Ils voulaient une victoire du « oui » pour changer de ligne politique et accepter

L'offre des créanciers sans perdre la face auprès du peuple. »

On connaît la suite : le verdict éclatant provoque un séisme politique, un sentiment de fierté retrouvée pour les Grecs, privant le gouvernement du prétexte de capituler au nom du refus de la division du pays. La formulation vague de la question permet toutefois à Tsípras d'en interpréter la réponse : « *J'ai tout à fait conscience que le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe.* »³⁴ Il lui suffit ensuite d'appeler à l'union nationale avec les partis pro-mémorandum et de retoucher sa lettre de reddition avec un peu de « pragmatisme » français pour qu'elle soit jugée acceptable... sauf par les Allemands, qui font monter les enchères dans la dernière ligne droite, arguant avoir « *perdu confiance* » dans le « *gouvernement anti-austérité* » et obtenant qu'il franchisse toutes ses « *lignes rouges* ». Alors, à quoi bon ce référendum ? Selon François Hollande, Tsípras y a eu recours « *pour être plus fort, non pas vis-à-vis de ses créanciers, mais vis-à-vis de sa propre majorité.* »³⁵ « *Il avait besoin de se débarrasser de l'aile gauche de son parti et il s'en est donné les moyens politiques* », décrypte le Commissaire européen Pierre Moscovici³⁶. « *Pour la Grèce, il n'aura servi à rien* »³⁷, dit Varoufákis, « *démissionné* » au soir du résultat pour cause de divergences tactiques : « *Des membres très haut placés de notre équipe gouvernementale restreinte m'ont dit « ce référendum, c'est notre issue de secours ». Ils voulaient une victoire du « oui » pour changer de ligne politique et accepter l'offre des créanciers sans perdre la face auprès du peuple. [...] La stratégie de Syriza qui prévoyait une négociation très dure jusqu'au dernier moment était la seule capable de nous sortir de là. Nous ne l'avons pas fait. Les gens qui nous ont crus et ont voté pour nous en janvier et tous ceux, plus nombreux, qui ont ensuite voté « non » au référendum ont été trahis.* »³⁸

« Nous sommes non pas ce que nous disons, mais ce que nous faisons. »³⁹

« *Lors de notre arrivée au pouvoir* », poursuit Varoufákis, « *nous nous étions dit deux choses, Alexis Tsípras et moi : premièrement, que notre gouvernement essaierait de créer la surprise en faisant réellement ce que nous avons promis de faire. Deuxièmement, que [...] nous démissionnerions plutôt que de trahir nos promesses électorales. [...] Je pensais que c'était notre ligne commune.* »⁴⁰ Mais l'encre est à peine sèche sur le « *plan de sauvetage* » que Tsípras impose sa mise en œuvre aux dépens de la démocratie et du respect du mandat électoral. Pour regagner « *la confiance* » de ses « *partenaires* » et leur prouver son « *sérieux* », il s'est engagé à une série de « *prérequis* » : appliquer immédiatement des réformes (retraites, TVA, code civil...) qui nécessitent des années de débats dans d'autres pays. S'ouvre alors une séquence hallucinante : usant de procédés qu'il connaît pour les avoir reprochés à ses prédécesseurs, Tsípras fait passer des paquets de lois de centaines de pages, sans laisser le temps aux députés de les lire, ni le droit de les amender ; lors de trois séances parlementaires (15 et 22 juillet, 14 août), un tiers des élus Syriza votent contre ces lois, adoptées avec les voix des partis pro-austérité ; un remaniement gouvernemental écarte les ministres fidèles à leurs principes et met au pas l'Anel en échange d'un portefeuille supplémentaire ; Tsípras appelle à « *l'unité du parti* » tout en accusant ceux qui résistent « *de trahison et de collaboration avec l'ennemi* »⁴¹ et de mettre en péril « *le premier gouvernement de gauche depuis la Seconde Guerre mondiale* »⁴² ; dans la foulée, il bafoue ses engagements

de président de parti et œuvre pour ne pas convoquer les instances (Secrétariat politique, Comité central, Congrès)⁴³ qui souhaitent débattre de ce changement de ligne pour le moins... radical.

« Les élections anticipées n'ont pas pour but de créer une nouvelle occasion de se battre contre le chantage brutal des créanciers - pour cela, il eût fallu démissionner avant de signer l'accord, et ne pas provoquer l'implosion de Syriza. »

Tsípras n'hésite pas à citer Lénine pour expliquer que son « *compromis douloureux* » est un « *élément de la tactique révolutionnaire* » qui « *permet de continuer le combat.* »⁴⁴ Ce qu'un membre d'Antarsya (Front anticapitaliste, révolutionnaire, communiste et écologique) résume ainsi : « *Quand gouverner devient un but en soi, le mensonge devient chose sainte et la fraude devient vertu.* »⁴⁵ Car la démission du Premier ministre, le 20 août, et la convocation d'élections anticipées n'ont pas pour but de créer une nouvelle occasion de se battre contre le chantage brutal des créanciers - pour cela, il eût fallu démissionner avant de signer l'accord, et ne pas provoquer l'implosion de Syriza. « *Ils s'efforcent, par le biais des élections, de réinterpréter le résultat du référendum* », juge un observateur grec : « *Ils diront que les Grecs ont de nouveau voté pour des partis pro-mémorandum et, donc, qu'ils soutiennent le mémorandum.* »⁴⁶ En jouant la montre, en plein été, Tsípras veut se faire réélire avant que les Grecs ne réalisent l'impact du nouveau mémorandum sur leur vie. Ce faisant, il court-circuite le Congrès de Syriza prévu pour septembre, forçant son aile gauche à scissionner et à s'organiser en à peine un mois (ses représentants étaient sinon promis à ne plus figurer sur les listes électorales). L'exode est massif : outre les 25 parlementaires partis créer l'Unité populaire, au moins un tiers des 35 000 adhérents de Syriza prennent rapidement la porte, tout comme son secrétaire général⁴⁷, la majorité de son Comité central, son organisation de jeunesse, de nombreuses sections locales, etc. Zoe Konstantopoulou, la présidente du Parlement, qui défendait encore Tsípras à son retour de Bruxelles, déplore depuis sa décision de « *gouverner sans la société, sans le peuple, en créant une alliance avec les forces les plus anti-populaires d'Europe.* »⁴⁸

La nouvelle rhétorique Tsipriote mise sur l'image de l'unique homme politique s'étant battu pour les Grecs, ayant accepté de « *se salir les mains* »⁴⁹ pour sauver le pays et qui, inapte à « *déchirer les mémoranda* », est à présent le seul capable d'en « *soulager* » la dureté. Le collaborateur qui écrivait les discours de l'ex-Premier ministre cesse dès lors d'être sa plume, ne pouvant respecter « *l'adoption d'un type d'argumentation et de phraséologie qui appartient aux gouvernements précédents et à la logique du plan de sauvetage.* »⁵⁰ Ainsi, Dragasákis, numéro deux de Syriza, déclare que « *la diabolisation du terme « mémorandum » a été une erreur à laquelle malheureusement Syriza a participé* »⁵¹, tandis que Tsípras n'hésite pas à clamer qu'il serait prêt à livrer « *terre et eau pour rester dans l'euro* »⁵² – ce qui est déjà littéralement le cas avec l'actuelle

braderie du patrimoine grec, incluant îles, plages, compagnies d'eau et d'électricité... Débarrassé d'une grande partie de ses arguments anti-austérité, le discours du nouveau Syriza ne dispose guère plus que de la lutte contre « le vieux système », corrompu et complice des premiers mémoranda pour profiler sa singularité : « *Si nous n'avons pas la majorité absolue [...], nous n'allons pas coopérer avec [les partis de] l'ancien système. Nous n'allons pas faire revenir par la fenêtre ceux que le peuple a fait sortir par la porte* »⁵³, annonce le candidat au début de la campagne. Il ne lui faudra qu'une semaine pour se dédire, en se déclarant ouvert à une coalition avec le Pasok⁵⁴, voire avec La Rivière (To Potámi – une formation européiste souvent présentée comme la « créature de Bruxelles »). Tsípras, qui avait surestimé sa popularité, navigue au gré de sondages qui ont détruit ses espoirs de majorité absolue et contrarié jusqu'à l'éventualité de reconduire l'alliance avec l'Anel (ce parti « souverainiste », en signant le troisième mémorandum, a perdu toute sa raison d'être... et l'essentiel de ses intentions de votes). En ne visant plus « un gouvernement de gauche » mais « un gouvernement stable », en appelant même au « vote utile », il brise de nouveaux tabous au sein de Syriza et gomme un peu plus sa différence avec les partis systémiques.

« Cette recomposition exprime le paysage politique grec est l'aboutissement ultime de la stratégie des créanciers : fermer la « parenthèse de gauche », non pas en évinçant Syriza du pouvoir, mais en déclenchant sa métamorphose par assimilation au régime de gouvernance par la dette. »

Cette recomposition exprime le paysage politique grec, qui rend ouvertes à peu près toutes les options de coalition, est l'aboutissement ultime de la stratégie des créanciers : fermer la « parenthèse de gauche », non pas en évinçant Syriza du pouvoir, mais – mieux – en déclenchant sa métamorphose par assimilation au régime de gouvernance par la dette. François Hollande n'est pas déçu. Celui que Tsípras désignait autrefois sous le patronyme d'« Hollandréou », pour moquer son appartenance au « vieux système », ne lui en tient pas rancune : « *Cela valait le coup de [le] soutenir. Tsípras démontre que le langage de Podemos ou de Mélenchon sont des langages vains.* »⁵⁵ D'influents conseillers européens se réjouissent : « *Des élections rapides en Grèce peuvent être un moyen d'élargir le soutien au programme [de réformes]* »⁵⁶, « *Il y a de bonnes chances qu'elles amènent au pouvoir un gouvernement plus compétent et davantage pro-européen.* »⁵⁷ Tsípras, qui s'était déjà « homme d'étatisé »⁵⁸ par les miracles d'une nuit d'été à Bruxelles, a même gagné ses galons de « bon politique »⁵⁹ auprès d'éditorialistes à qui il n'inspirait qu'invectives lors du référendum. Lorsqu'on se remémore les effets de la campagne menée par ces mêmes dirigeants et médias en faveur du « oui » au référendum, on peut se demander si ces flatteries ne s'avèreront pas tôt ou tard être des baisers qui tuent... « *Les mémoranda sont comme le dieu Moloch, ils demandent des sacrifices de plus en plus importants. Avant Syriza, [ils] avaient déjà détruit deux gouvernements* », rappelle un membre démissionnaire du parti.⁶⁰

Reste qu'une fois de plus, un véritable changement ne sortira pas des urnes. Le désarroi a gagné les Grecs, et la grande alliance des partis de gauche anti-austérité n'a pas eu lieu. Le KKE, qui a toujours été hostile envers Syriza et avait même appelé à l'abstention lors du référendum (qu'il qualifiait de « *supercherie* »), voit dans les derniers événements de quoi conforter sa politique du « seul contre tous ». Pour sa part, Antarsya n'a pas rejoint l'Unité populaire. Celle-ci, critiquée pour être un « Syriza-bis », initié par le haut, a disposé de trop peu de temps et de moyens pour s'organiser. Mais elle a au moins le mérite de tirer certaines leçons de la débandade de Syriza. « *La drachme ne résoudra pas nos problèmes par miracle, mais elle est indispensable pour envisager autre chose que le mouvoir de l'euro, il était temps de le dire ainsi.* »⁶¹

« À part une confrontation frontale, quelles relations pourront encore entretenir les mouvements sociaux avec ce parti qui, passant à côté d'une occasion historique, a signé trois ans d'enfer supplémentaire pour les Grecs ? »

« Tsípandréou », lui, dans un grand écart électoral de plus en plus intenable, n'a pas oublié de glisser quelques paroles à l'oreille des déçus de son parti. « *Nous savons que gagner les élections ne signifie pas, du jour au lendemain, disposer de leviers du pouvoir. Mener le combat au niveau gouvernemental ne suffit pas. Il faut le mener, aussi, sur le terrain des luttes sociales.* »⁶² Une analyse qui laisse circonspect sur sa possible application à la situation grecque : à part une confrontation frontale, quelles relations pourront encore entretenir les mouvements sociaux avec ce parti qui, passant à côté d'une occasion historique, a signé trois ans d'enfer supplémentaire pour les Grecs ? Avec ce leader qui a instrumentalisé le référendum, joué avec la confiance et les sentiments du peuple, pris le risque de laisser aux néo-nazis d'Aube Dorée le rôle de dernier rempart contre les diktats européens ? Et qui, sur tous les fronts, donne des signes de sa transfiguration : retour de la répression policière, condamnation de manifestants anti-austérité, accord militaire avec Israël, lâchage des opposants à l'exploitation de la mine d'or de la péninsule de Halkidiki, etc.

Pour les mouvements sociaux, l'accession au pouvoir d'une « gauche radicale » avait déjà constitué une situation inédite ; la voici poussée à son paroxysme : le « parti anti-austérité » est devenu l'allié préféré des créanciers, pour qui « *l'application de politiques néo-libérales à une population résistante* » ne peut mieux venir « *que de la gauche* »⁶³, le troisième memorandum comprenant d'ailleurs des mesures qu'aucun gouvernement de droite n'avait jusqu'à présent osé signer. Mais « *ce n'est qu'en ayant le courage de regarder la réalité en face que l'on peut lutter contre elle* »⁶⁴ et il faut bien l'admettre aujourd'hui : Syriza est à ranger au rayon des adversaires les plus pervers. Son retournement, particulièrement insidieux, a mis le moral en berne de ceux qui ont porté le mouvement anti-austérité et qui avaient vu en ce parti une réponse à leurs aspirations de dignité et de justice sociale. C'est sans doute là l'enjeu principal des luttes sociales aujourd'hui : transformer le désespoir en colère, la résignation en engagement et les plans B en plans A.

Gwenaël Breës

Article paru dans *Ballast* et en version courte dans *Kairos*, n° 21, septembre-octobre 2015.

Notes

1. « Grèce : La nuit des dupes, une nuit qui dure depuis cinq ans et demi », *OkeaNews*, 17/8/2015.
- 2, 27. « Syriza était le parti de la défaite du mouvement », interview du Mouvement antiautoritaire (AK), *Organisation communiste libertaire*, 10/8/2015.
3. « Vangelis Goulas : Le Non n'est pas vaincu... on continue », Grèce-France Résistance, 21/8/2015.
4. Interview de Jean-Claude Juncker dans *Le Figaro*, 28/1/2015.
- 5, 6, 12. « Un insider raconte : comment l'Europe a étranglé la Grèce », *Mediapart*, 7/7/2015.
7. Yánis Varoufákis à la télévision publique grecque ERT, début juillet.
- 8, 14, 20, 30. « Syriza et les chasse-trapes du pouvoir », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2015.
9. « Pourquoi les États-Unis s'inquiètent-ils tant d'une sortie de la Grèce de la zone euro ? », *La Croix*, 19/6/2015.
10. « Ex deputy PM admits Tsipras gov't was unable to borrow "from third countries" », *Keep Talking Greece*, 9/9/2015.
- 11, 60. « Stathis Kouvelakis : Aucune illusion sur le carcan de l'euro », *L'Humanité*, 27/8/2015.
- 13, 22, 32. Un ministre grec sous couvert d'anonymat, dans *L'Humanité*, 15/7/2015.
- 15, 46, 64. « Élections contre démocratie », Dimitris Konstantakopoulos, *OkeaNews*, 1/9/2015.
16. Alexis Tsípras au Parlement grec, 14/8/2015.
- 17, 39, 41. Discours de Zoe Konstantopoulou au parlement grec, 14/8/2015.
18. « Pourquoi la capitulation de Tsípras », témoignage d'Éric Toussaint du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), 13/8/2015 à Lasalle.
- 19, 42. Débat au Comité central de Syriza, 30/7/2015.
21. Selon l'expression de Panagiotis Grigoriou sur son blog Greek Crisis.
- 23, 24, 37, 40. « Yánis Varoufákis : Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec ! », *L'Obs*, 20/8/2015.
- 25, 53. Alexis Tsípras à la chaîne de télévision Alpha, 26/8/2015.
26. « La transition vers la monnaie nationale », *Unité populaire*, 9/9/2015.
28. « Les conséquences internationales catastrophiques de la capitulation annoncée de Syriza et les responsabilités criminelles de M. Tsípras », Yorgos Mitralias du Comité grec contre la dette, 27/8/2015.
29. Portrait de Yannīs Stournaras , *Les Échos*, 20/7/2015.
31. « Rencontre avec Yánis Varoufákis : Il est temps d'ouvrir les boîtes noires », *Mediapart*, 30/8/2015.
- 33, 38. Interview de Yánis Varoufákis, « La Grèce se trouve dans une impasse », *L'Écho*, 5/9/2015.
34. Alexis Tsípras, discours du 5/7/2015.
- 35, 55. *Le Canard Enchaîné*, 26/8/2015.
36. « Tsípras : vu de Bruxelles, un stratège à la légère », *Libération*, 21/8/2015.
43. « Déclaration de sortie de membres de la section locale de Syriza à Paris »,

23/8/2015.

44, 62. Interview d'Alexis Tsípras à la radio Sto Kokkino, 29/7/2015.

45. « Les 13 mensonges de Tsípras et la réalité du troisième mémorandum », Panagiotis Mavroeidis, *Tlaxcala*, 22/8/2015.

47. « Le secrétaire général de Syriza claque la porte », *Le Courrier*, 25/8/2015.

48. Déclaration de Zoe Konstantopoulou, 31/8/2015.

49. « Alexis Tsípras speech at the nationwide SYRIZA conference », *Syriza*, 1/9/2015.

50. Theodore Kollias cité dans « Even Tsípras' speechwriter leaves him », *Iefimeridia*, 30/8/2015.

51. Ioánnis Dragasákis sur les ondes de la radio RealFM, cité par *Greek Crisis*, 8/9/2015.

52. « Athènes est devenu un théâtre de l'absurde », Maria Negreponi-Delivanis, *Le Monde*, 28/8/2015.

54. Alexis Tsípras à la chaîne de télévision Kontra TV, cité par *Enikos*, 3/9/2015.

56. Martin Selmayr, directeur de cabinet du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, sur *Twitter*, 20/8/2015.

57. Marcel Fratzscher, conseiller du ministre allemand de l'Économie Sigmar Gabriel, cité par *l'AFP*, 21/8/2015.

58. Selon la formule de Jean-Claude Juncker, dans *Le Soir*, 22/7/2015.

59. « Alexis Tsípras, bon politique grec, mauvais négociateur européen », *Coulisses de Bruxelles*, 24/8/2015.

61. « Saison finissante », *Greek Crisis*, 8/9/2015.

63. Selon la correspondante à Athènes du *Guardian*, Helena Smith, dans « Greek elections: Alexis Tsipras makes a calculated gamble », 20/8/2015.